

**SYNDICAT MIXTE DES PORTS
DE L'ESTUAIRE DE LA SEUDRE**

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le

ID : 017-241700699-20260206-DEL2026_039-DE

**PREAMBULE**

Le présent syndicat mixte est créé en application de l'arrêté du préfet de région du 30 novembre 2016 et plus particulièrement son article 2, pris pour application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République concernant le transfert de la compétence portuaire.

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**Article 1 - Composition et dénomination**

Un Syndicat Mixte dénommé « Syndicat Mixte des Ports de l'Estuaire de la Seudre » est créé entre les collectivités territoriales suivantes :

- Le Département de la Charente-Maritime,
- La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA),
- La Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM),

sous réserve de l'application de la réglementation spécifique aux syndicats mixtes prévue aux articles L 5721-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), et sauf dispositions contraires aux présents statuts, le Syndicat sera soumis aux règles du CGCT.

Article 2 – Sièg

~~A la création du syndicat mixte~~, le sièg est fixé à La Tremblade, Capitainerie – Place Faure Marchand.

Le lieu du sièg du syndicat pourra être déplacé sur délibération du comité syndical, sans modification statutaire.

Article 3 - Durée

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 4 - Objet

Le Syndicat Mixte a pour objet d'assurer la compétence prévue par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

A ce titre, il reçoit du Département la mise à disposition des ports de :

- La Route Neuve et l'Atelier à La Tremblade ;
- Marennes - La Cayenne à Marennes ;
- Coux et La Grève à Duret à Arvert ;
- Orivol et Les Grandes Roches à Etaules ;
- Chatressac et le chenal de Chaillevette à Chaillevette ;
- Mornac-sur-Seudre ;
- L'Eguille-sur-Seudre.

A ce titre, il reçoit de la CARA la mise à disposition du Port de La Tremblade

et en assure les activités suivantes :

- La mise en place d'une stratégie portuaire commune et cohérente ;
- La gestion, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation ;

- L'organisation et la mise en œuvre de tous les moyens des conditions prévues par la loi, le développement et, le cas échéant, les infrastructures portuaires et les activités portuaires correspondant à ces infrastructures portuaires et les activités et de promotions immobilières dans une logique de développement de l'activité portuaire ;

- Toute réalisation d'études intéressant directement ou indirectement son objet ;

- La mise en œuvre de toutes prestations de service se rattachant à son objet ;

- D'une manière générale, contribuer, aux côtés des collectivités territoriales et des institutions concernées, au développement maîtrisé des activités nautiques de loisir pour ce territoire tout en préservant et valorisant les métiers de la mer, dans le respect du patrimoine paysager et naturel de cet estuaire ;

Le Syndicat mixte des ports de l'Estuaire de la Seudre gère également les surfaces du domaine public naturel concédées par l'Etat à la commune d'Etaules.

Le Syndicat Mixte peut à la demande d'un de ses membres, d'une autre collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un autre syndicat mixte assurer des prestations de service se rattachant à son objet. Les contrats relatifs à ces prestations sont conclus dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Conformément au Code des Transports, le Syndicat Mixte est l'Autorité Portuaire et l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire des ports.

CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT

Article 5 : Le Comité Syndical

Article 5.1 : Composition

Le Syndicat Mixte est administré par un comité composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des membres, dont la composition est la suivante :

- Département : 3 titulaires et 3 suppléants
- Communauté d'agglomération Royan Atlantique : 9 6 titulaires et 9 6 suppléants
- Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 2 3 titulaires et 2 3 suppléants

La durée de leur mandat est identique à celle de l'assemblée qui les a désignés.

En cas de vacance, la collectivité concernée procède à une nouvelle désignation dans un délai de trois mois.

Si l'assemblée délibérante d'une collectivité membre néglige ou refuse de désigner son ou ses délégués, sa représentation au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte est assurée à concurrence du nombre de sièges attribués, par le Président, et le cas échéant, par l'un des deux Vice-Présidents. Le Comité Syndical est alors réputé complet.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé au remplacement des délégués par une nouvelle désignation.

Le président convoque le comité syndical aussi souvent qu'il est utile de le réunir et au moins une fois par semestre par dérogation à la loi et en raison de l'objet du syndicat mixte.

Article 5.2 : Attributions

Le Comité syndical règle par ses délibérations les compétences du syndicat mixte.

Il exerce notamment les attributions suivantes :

- L'élection du Président,
- La définition de la stratégie de développement des ports,
- Le vote du budget et fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- L'approbation du compte administratif,
- La prise de dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15 du CGCT,
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat mixte,
- La détermination du mode de gestion et d'exploitation des ports,
- L'adoption d'un règlement intérieur proposé par le Président, déterminant les modalités pratiques d'application des règles fixées aux présents statuts et d'une façon générale réglant les points non abordés dans les présents statuts

En dehors des attributions précitées, il peut déléguer une partie de ses attributions au Président, dans les conditions prévues à l'article L5211-10 du CGCT.

Article 5.3 : Délibérations

Le comité syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente ou représentée.

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le comité syndical le réunit à nouveau à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Sous réserve des modalités spécifiques prévues au Chapitre IV, les délibérations du comité syndical sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les pouvoirs sont pris en compte. Un délégué ne peut recevoir qu'un seul et unique pouvoir pour voter au nom d'un autre délégué.

Les votes des délégués au comité syndical sont proportionnels aux indicateurs pris pour référence et répartis de la façon suivante :

- 6 15 pour les 3 délégués du Département,
- 9 12 pour les 9 6 délégués de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique,
- 4 3 pour les 2 3 délégués de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

ARTICLE 6 : LE PRESIDENTArticle 6-1 : Désignation

Le Président est élu par le Comité Syndical, pour une durée de ~~deux~~ trois ans, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième scrutin et l'élection à lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

Dans le cadre des deux dernières années de présidence qui auront une échéance d'élection, renouvellement général du bloc communal ou élections départementales, le mandat du président pourra être prorogé et ce jusqu'au 1^{er} juillet de l'année des élections communales, communautaires et départementales permettant ainsi la mise en place du nouveau Comité syndical.

A partir de l'installation du Comité Syndical et jusqu'à l'élection, les fonctions de Président sont assurées par le doyen d'âge.

Article 6-2 : Attributions

Le Président prépare et assure l'exécution des décisions du comité syndical. Il est le représentant du syndicat.

Il est chargé de convoquer aux réunions les membres du comité syndical. Il ordonne les dépenses et émet les titres de recettes, représente le syndicat en justice et signe les actes juridiques liés à l'objet du syndicat.

Il prend toute mesure nécessaire au bon fonctionnement du syndicat et en rend compte au comité syndical. Il organise librement le personnel du Syndicat Mixte. Il désigne l'équipe de direction en spécifiant les missions de chacun.

Il peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à certains membres du personnel.

En cas d'absence, il est remplacé dans ses fonctions par le Vice-Président.

Article 7 : Les vice-Présidents

Deux vice-présidents sont élus dans les mêmes conditions que le Président, telles que fixées à l'article 6-1. ~~Ils devront être issus des collèges autres que celui du Président.~~

Chaque Vice-Président peut recevoir délégation pour certaines attributions, dans le respect des pouvoirs délégués au Président. Les vice-Présidents délégués auront chacun pour attribution de remplacer le président dans toutes ses fonctions en cas d'empêchement de ce dernier.

Article 8 : Personnel

~~Un agent du Département est transféré ou mis à la disposition du Syndicat dès sa création pour assurer la mission de direction du syndicat et de sa régie d'exploitation.~~

~~Par ailleurs, le Syndicat mixte pourra recruter le personnel nécessaire à l'exécution de ses activités, en complément du transfert des personnels des communes directement affectés à l'exploitation des ports dans le cadre des contrats de concessions en cours à la création du syndicat.~~

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES ET PATRIMONIALES

Article 9 8 : Recettes du Syndicat Mixte

~~Afin de permettre au Syndicat Mixte de se créer dans des conditions pérennes, le Département s'engage à compenser pendant 5 années les charges évaluées, selon un échéancier prévu dans la convention de transfert.~~

Le Syndicat Mixte devra financer ses dépenses de fonctionnement par les recettes de l'activité portuaire.

Les autres recettes sont composées notamment de toutes les contributions des membres, des avances remboursables des membres, des dotations de l'Etat, des fonds européens, des subventions accordées au syndicat mixte, notamment par les collectivités publiques, des recettes et produits réguliers ou accidentels, issus de la gestion des services, des biens et des ouvrages du syndicat mixte, des produits des emprunts, ainsi que des produits des dons et legs.

~~Chaque année, le Comité Syndical établit la contribution~~
renvoyée à l'article suivant.

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le

ID : 017-241700699-20260206-DEL2026_039-DE



Article ~~10~~ 9 : Programme d'investissement

Trois mois avant le vote de son budget, le syndicat mixte présentera son programme d'investissement aux assemblées des collectivités membres. Pour cela il pourra s'appuyer sur le PPI figurant en annexe.

Le Syndicat Mixte devra chercher à financer ses dépenses d'investissement par l'activité portuaire.

Dans l'hypothèse où toutes les dépenses d'investissement ne sont pas couvertes par les recettes du Syndicat Mixte, conformément à l'article L2224-2 du CGCT, les partenaires pourraient intervenir avec une répartition à proposer par le comité syndical à chacun de ses membres. Chacun des membres s'engagera par délibération sur l'intérêt de l'investissement, le montant et le pourcentage de participation prévus.

Le nombre de voix détenues au sein du comité syndical par chaque collectivité territoriale membre du syndicat mixte sert de référentiel au calcul de la contribution financière des membres, c'est à dire :

- Département : ~~6~~ 15 voix soit ~~31.6 %~~ 50%
- CARA : ~~9~~ 12 voix soit ~~47.4 %~~ 40%
- Communauté de Communes du Bassin de Marennes : ~~4~~ 3 voix soit ~~21 %~~ 10%

Article ~~14~~ 10 : Comptable du syndicat mixte

Les fonctions de receveur du syndicat mixte sont assurées par un comptable public désigné par le préfet.

Article ~~12~~ 11 : Conséquences patrimoniales du transfert de compétence au Syndicat Mixte

Conformément à l'article L. 5721-6-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition au Syndicat Mixte des biens, équipements et services nécessaires à leur exercice ainsi que le transfert des droits et obligations qui y sont attachés.

En application de l'article 22 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, les ports peuvent être transférés en pleine propriété, dans les conditions fixées par la loi, au Syndicat Mixte.

Les membres du Syndicat Mixte peuvent mettre à la disposition du Syndicat Mixte, à titre gratuit, tout bien utile à la réalisation de son objet. Cette mise à disposition ne constitue pas un transfert en pleine propriété.

Le transfert de biens, équipements ou service ainsi que la mise à disposition de biens utiles à la réalisation de l'objet du Syndicat Mixte sont constatés dans la convention de transfert qui précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Article ~~13~~ 12 : Conventions en cours

Les contrats en cours conclus par les membres portant directement sur les ports visés à l'article 3, notamment ceux relatifs à l'exploitation de ces infrastructures portuaires, sont intégralement transférés au Syndicat Mixte.

Le Syndicat Mixte se substitue aux membres concernés dans leurs droits et obligations au titre desdits contrats.

Les contrats concernés par ce transfert listés ci-dessous sont transférés au Syndicat Mixte par les membres concernés.

Le personnel des délégataires de service public en place sera repris, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, par le Syndicat Mixte à l'échéance normale ou anticipée de la convention de délégation de service public portant sur l'exploitation dudit port.

Liste des contrats identifiés :

~~– Contrats de concession des ports de :~~

- ~~– La Route Neuve et l'Atelier à la Commune de La Tremblade (échéance 31/12/2017);~~
- ~~– La Cayenne plaisance à la Commune de Marennes (échéance 31/12/2018);~~
- ~~– La Cayenne port ostréicole à la Commune de Marennes (échéance 31/12/2024);~~
- ~~– Chatressac et le chenal de Chaillevette à la Commune de Chaillevette (échéance 30/08/2022);~~
- ~~– Coux et La Grève à Duret à la Commune de Arvert (échéance 20/03/2024)~~
- ~~– Mornac à la commune de Mornac-sur-Seudre (échéance 4/12/2024);~~
- ~~– Orivol et Les Grandes Roches à la commune de Etaules (échéance 31/01/2031);~~
- ~~– L'Eguille à la commune de L'Eguille-sur-Seudre (échéance 5/01/2035).~~

CHAPITRE IV – EVOLUTION ET FIN DU SYNDICAT MIXTE

Article 14 13 : Modification des statuts

~~Les modifications statutaires sont décidées à la majorité absolue des délégués présents qui composent le Comité Syndical. Le Comité Syndical ne peut délibérer sur cet objet que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit dans les quinze (15) jours. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.~~

Les statuts du syndicat mixte peuvent être modifiés à l'initiative du comité syndical ou à l'initiative de l'un quelconque des membres du syndicat mixte.

Dans le cas d'une initiative d'un membre, celle-ci prend la forme d'une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné, sollicitant l'engagement d'une procédure de modification statutaire. Cette délibération est transmise au président du syndicat mixte, qui en assure l'inscription à l'ordre du jour du comité syndical afin que celui-ci se prononce sur la proposition, dans le respect des dispositions du code général des collectivités territoriales. Les demandes de modification statutaire formulées par délibération d'un membre du syndicat mixte donnent lieu à un examen obligatoire par le comité syndical, inscrit à l'ordre du jour de sa plus prochaine séance.

Le comité syndical adopte le projet de modification à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Le comité peut, dans ce cadre, proposer des ajustements ou modifications complémentaires, après consultation du ou des membres initiateurs.

La délibération du comité syndical est notifiée à l'ensemble des membres, qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération expresse dans ce délai, l'accord du membre est réputé acquis

Article ~~15~~ 14 : Procédure d'adhésion d'un nouveau membre

~~Toute collectivité territoriale, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et autres organismes publics visés à l'article L. 5721-2 du CGCT peut adhérer au Syndicat Mixte selon les cas envisagés par la loi et dans le respect des présents statuts.~~

~~L'adhésion d'un nouveau membre est subordonnée à l'accord du Comité Syndical prononcé à la majorité simple des présents.~~

~~L'accord du Syndicat Mixte et l'approbation des statuts l'adhésion sont une condition nécessaire et suffisante à l'adhésion~~

~~Le nouveau membre du Syndicat Mixte ne participera à la désignation du Président et des membres du Bureau que lors du renouvellement général suivant du Comité Syndical.~~

Peuvent adhérer au Syndicat mixte ouvert les collectivités territoriales, leurs groupements, les syndicats mixtes fermés et toute personne morale de droit public, conformément à l'article L. 5721-2 du CGCT. La collectivité ou personne morale souhaitant adhérer doit délibérer favorablement et accepter sans réserve les présents statuts et l'objet du Syndicat. L'adhésion est prononcée par le Comité syndical à la majorité qualifiée des membres présents ou représentés. Elle peut, le cas échéant, être limitée à certaines compétences du Syndicat. L'adhésion prend effet à la date fixée par le Comité syndical ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant sa délibération. Le membre nouvellement adhérent s'engage à contribuer aux charges et dépenses du Syndicat conformément aux présents statuts et au budget voté par le Comité syndical, et le Syndicat notifie l'adhésion au représentant de l'État selon les dispositions légales.

Article ~~16~~ 15 : Procédure de retrait d'un membre

~~Aucun membre ne pourra se retirer du Syndicat Mixte sans le consentement du Comité Syndical exprimé par une délibération prise à la majorité simple des membres qui le composent.~~

~~Le retrait s'effectue selon les dispositions de l'article L. 5721-6-2 du code général des collectivités territoriales.~~

~~En cas de retrait, le membre sera délivré de ses contributions à compter de l'exercice suivant l'année du retrait. Il sera toutefois tenu de verser l'intégralité ses participations financières mises à sa charge au titre de l'exercice au cours duquel le retrait est effectué.~~

~~Le Comité Syndical fixe, au vu des règles prévues par les articles L. 5211-25-1 et L. 5721-6-2 du CGCT les conditions auxquelles s'opère ce retrait.~~

Un membre peut se retirer du Syndicat, en totalité ou pour certaines compétences transférées, dans le respect des dispositions du CGCT (articles L.5721-6-2 et suivants).

Le membre souhaitant se retirer doit notifier sa décision par écrit au président du Syndicat, accompagnée d'une délibération de son organe délibérant. Le retrait prend effet après un préavis de 6 mois, sauf accord contraire du comité syndical.

Le comité syndical statue sur la demande de retrait. Il peut accepter, modifier les modalités ou, exceptionnellement, refuser le retrait si les conditions légales ne sont pas respectées.

Le membre sortant participe à la répartition des biens, droits et obligations du Syndicat, ainsi qu'au remboursement des dettes contractées pendant sa période d'adhésion. À défaut d'accord, ces modalités sont fixées par l'État.

Le membre perd ses droits de vote et sa participation aux décisions à compter de la date effective de retrait, tout en restant tenu des engagements financiers pris jusqu'à cette date.

Article 17 16 : Dissolution

La dissolution du Syndicat Mixte peut être décidée selon les modalités prévues aux articles L. 5721-7 et L. 5721-7-1 du code général des collectivités territoriales.

Il peut être dissous, d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par arrêté motivé du représentant de l'Etat dans ~~la région~~ le département.

Enfin, si le Syndicat Mixte qui n'exerce aucune activité pendant deux (2) ans au moins peut être dissous par arrêté du représentant de l'Etat dans ~~la région Nouvelle-Aquitaine~~ le département de la Charente-Maritime, après avis de chacun de ses membres. A compter de la notification par le représentant de l'Etat de son intention de dissoudre le Syndicat Mixte, chaque membre dispose d'un délai de trois (3) mois pour se prononcer. A défaut d'avis dans ce délai, celui-ci est réputé émis.

Quel que soit le cas de dissolution, il est procédé à la répartition de l'actif et du passif du Syndicat Mixte entre les membres dans les conditions prévues par les articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales.